

MOBILISONS-NOUS TOUS ENSEMBLE !

LE JEUDI 21 JANVIER

**Journée Départementale de Grève et Manifestation au
CH d'ARLES à 13h30 entrée principale.**

J
'
a
c
c
u
s
e

- ➔ **le gouvernement et la finance** d'avoir, par leurs choix politiques, mis en danger les populations et les personnels (hospitaliers, soignants, travailleurs sociaux...) par la diminution des budgets, de personnel, de lits, de matériel,
- ➔ **le gouvernement et la finance** de faire du profit sur « la maladie » et les malades,
- ➔ **le gouvernement et la finance** de développer et d'accélérer la marchandisation de la santé au détriment du droit à la santé de la population,
- ➔ **le gouvernement et la finance** d'instaurer la maltraitance institutionnelle dans les établissements de santé (EHPAD, établissements publics et privés de médecine générale et/ou psychiatrique, établissements médicaux sociaux ...),
- ➔ **le gouvernement et la finance** de détruire notre système de santé, de déshumaniser la prise en charge des patients en perte d'autonomie par la privatisation de ce secteur,
- ➔ **le gouvernement et la finance** d'abandonner la prise en charge de personnes atteintes de troubles psychiatriques en désorganisant tout le système de soins spécifique à la psychiatrie par le manque de personnel toutes catégories confondues, par la fermeture et/ou mutualisation de structures,
- ➔ **le gouvernement et la finance** de détruire les missions de la Sécurité Sociale par l'assèchement de ses financements en privant les populations de prestations, aggravant la précarité et la misère,
- ➔ **le gouvernement et la finance** de créer une santé à 2 vitesses : développement des établissements privés, déremboursements des médicaments, dépassements d'honoraires...,
- ➔ **le gouvernement et la finance** de vider les caisses de la Sécurité Sociale avec les suppressions et les allègements de cotisations sociales au service du capital,
- ➔ **le gouvernement et la finance** de créer le renoncement aux soins par le transfert de la prise en charge de la Sécurité Sociale sur les mutuelles, les assurances..., pesant financièrement sur les individus,
- ➔ **le gouvernement et la finance** de poursuivre les fermetures : établissements de santé ou médicaux sociaux, des urgences, des services de réanimations, des lits dans toutes les disciplines,
- ➔ **le gouvernement et la finance** de dégrader et restreindre l'accès aux formations des personnels de santé : ASH, IDE, Aides-soignants, Administratifs, Médecins...,
- ➔ **le gouvernement et la finance** de développer la précarité à l'hôpital au détriment de la qualité de vie et de travail des personnels et de la qualité de la prise en charge des patients,
- ➔ **le gouvernement et la finance** d'avoir détruit le système de prévention : médecine scolaire, médecine du travail, CARSAT, CPAM, mutuelles,
- ➔ **le gouvernement et la finance** de vouloir détruire toute forme de solidarité que représente la sécurité sociale par la suppression de postes, la fermeture des accueils de proximités et l'appauvrissement des missions...
- ➔ **le gouvernement et la finance** de vouloir en finir avec le droit à la santé pour tous : proximité, qualité, matériel, lits, budgets publics...,

D'autres choix sont possibles

POUR CELA, LA CGT REVENDIQUE :

- Une réduction du temps de travail à 32H/semaine sans perte de salaire.
- Une loi interdisant les licenciements.
- Une loi taxant les dividendes et les grandes fortunes.
- L'augmentation des salaires, pensions, traitements et minima sociaux.
- Un plan d'embauche massif d'au moins 400 000 personnes : 100 000 à l'hôpital, 200 000 en EHPAD, 100 000 pour l'aide à domicile.
- Réouvrir les établissements hospitaliers et les services nécessaires, pour garantir des établissements de proximité et pluridisciplinaires répondant à tous les besoins de santé.
- Mettre en place un plan de formation en investissant dans la formation des médecins, des personnels médicaux et paramédicaux proposant des contrats d'études qui consistent à rémunérer les étudiants pendant leur formation contre un engagement à servir pendant 3 ou 5 ans en fonction de la durée des études.
- Créer un pôle public du médicament et redonner massivement des moyens à la recherche publique.
- Mise en place d'un seul secteur conventionné et mettre fin au paiement à l'acte.
- Supprimer toutes les exonérations de cotisations qui ne font que réduire le budget de la Sécurité Sociale et de l'État et la mise à contribution des revenus du capital au même taux de cotisation que les revenus du travail et réouvrir tous les accueils : CAF, CPAM...
- Maintenir le système de retraite par répartition et revenir à 37,5 années de cotisations avec prise en compte des années d'étude.
- Intégrer à l'assurance maladie le risque lié à la perte d'autonomie.
- L'abrogation des lois régressives (LFSS, HPST, transformation de la Fonction Publique, LPPR, El Khomri...)

**Jeudi 21 janvier à 13H30, retrouvons-nous
devant l'entrée principale**

De l'Hôpital d'Arles